



# AGIR POUR LA SANTÉ MONDIALE

La France a placé la santé au cœur de sa politique de développement. Actrice historique sur la scène internationale, elle a été à l'initiative de grandes avancées :

*création du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et d'UNITAID, dont elle fait partie des premiers contributeurs, inscription à l'agenda international de la couverture santé universelle et du renforcement des systèmes de santé et promotion des droits et de la santé sexuels et reproductifs.*

Alors que la France s'est engagée politiquement à accorder 0,7% de sa richesse nationale à l'aide publique au développement (APD), elle est encore loin de cet objectif, avec seulement 0,38% de son RNB à l'APD en 2016.

Traduire budgétairement cet engagement doit passer par une augmentation de la mission APD et des financements innovants, telle qu'elle a été entamée par le précédent gouvernement, ainsi que par la priorisation des secteurs essentiels comme la santé mondiale.

Malgré les progrès réalisés ces dernières décennies, **l'accès universel à la santé dans les pays les plus pauvres reste un défi :**



**400 millions de personnes** n'ont pas accès aux services de santé les plus essentiels.



**100 millions de personnes** basculent chaque année dans la pauvreté en payant les soins de santé indispensables.



**225 millions de femmes** ont un besoin non satisfait en contraception.



La sous-nutrition est la cause de **45% des décès d'enfants de moins de 5 ans.**



**En 2015**, les épidémies du VIH/sida, de tuberculose et du paludisme ont encore tué **plus de 2 millions de personnes.**

## UN FORT ENGAGEMENT POLITIQUE : MAINTENIR LA SANTÉ MONDIALE AU CŒUR DE LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT DE LA FRANCE.

Pendant la campagne présidentielle, Emmanuel Macron a affirmé que les secteurs de la santé et de la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes seraient des priorités de l'aide française<sup>1</sup>. La priorisation de ces secteurs clés pour le développement durable et la lutte contre la pauvreté et les inégalités doit se concrétiser tout au long du quinquennat.

Ces engagements devront notamment être mis en œuvre à travers **la révision de la Loi d'orientation et de programmation sur le développement et la solidarité internationale** (LOP-DSI), qu'Emmanuel Macron s'est

engagé à commencer dans un délai d'un an après son élection<sup>2</sup>.

**Les travaux du Comité interministériel pour la coopération internationale et le développement (CICID), qui devra se tenir une fois par an<sup>3</sup>**, devront également réaffirmer la place de la santé mondiale dans la politique de développement française.

Enfin, le Gouvernement aura pour mission **la mise en œuvre de la nouvelle stratégie en santé mondiale de la France (2017-2021)**, feuille de route ambitieuse en faveur du droit à la santé, adoptée en mars 2017.

# CONCRÉTISER CETTE PRIORITÉ PAR DES ENGAGEMENTS FINANCIERS

L'ambition de la France en santé mondiale ne pourra être atteinte sans l'augmentation du montant de l'aide au développement de la France, dès le prochain projet de loi de finances.

La France doit atteindre l'objectif des 0,7% de son RNB alloué à l'APD et augmenter les financements alloués à la santé mondiale. Pour cela, elle doit d'une part augmenter les crédits budgétaires alloués à la mission aide publique au développement et d'autre part renforcer sa taxe sur les transactions financières et son allocation à l'APD. Lors de la campagne présidentielle, Emmanuel Macron s'est engagé à

**établir une trajectoire d'augmentation vers l'atteinte des 0,7%<sup>4</sup>. Cette trajectoire doit être entérinée lors de la révision de la LOP-DSI, et son suivi assuré par le CICID.**

Actuellement, la nouvelle stratégie de la France en santé mondiale pour 2017-2021 n'est toujours pas assortie d'engagement financier, condition pourtant indispensable à sa réalisation. Malgré le rôle pionnier et l'engagement politique fort de la France dans la lutte contre les pandémies, les droits et la santé sexuels et reproductifs, la couverture sanitaire universelle (CSU) et l'immunisation, les engagements financiers doivent être renforcés.

Lutte contre les pandémies	DSSR	Nutrition	CSU/ RSS	Vaccination
<i>Engagement financier mais retard pour le Fonds mondial et baisse de l'engagement pour UNITAID</i>	<i>Stratégie lancée en 2016 sans financement</i>	<i>Feuille de route lancée en mars 2017 sans financement</i>	<i>Engagement politique mais peu de financement pour l'AFD</i>	<i>Engagement financier pour Gavi à travers des mécanismes de financements innovants mais aucune contribution directe</i>

État des lieux du financement de la France.

## PORTER LA VOIX DE LA FRANCE À L'INTERNATIONAL

Assemblée générale des Nations Unies, G7, G20, Commissions des Nations Unies sur la population et le développement et sur le statut des femmes, «sommet Nutrition pour la Croissance», les prochaines années sont jalonnées de rendez-vous décisifs pour la solidarité internationale.

Le président de la République Emmanuel Macron et le gouvernement doivent continuer à **porter une voix forte à l'international en faveur de la santé mondiale** et affirmer le leadership de la France auprès de ses partenaires européens. Eradication des grandes pandémies, accès à la contraception et à l'IVG sécurisée, lutte contre la sous-nutrition et la famine, renforcement des systèmes de santé et mise en place d'une couverture santé universelle, autant de défis face auxquels la France doit être à la hauteur.

La France doit également concrétiser ses engagements internationaux pris lors des sommets, et **s'investir davantage dans les instances internationales de la santé mondiale**, notamment le nouveau partenariat international pour la couverture sanitaire universelle (UHC2030).

Enfin, en 2019, **la France accueillera à son tour le sommet du G7, plus que jamais, les financements de la santé mondiale devront être à l'agenda !**

<sup>1</sup> Réponse d'Emmanuel Macron au questionnaire de Coordination Sud, reçue le 29 mars 2017 ; et lettre à ONE, également reçue le 29 mars 2017

<sup>2,3,4</sup> Réponse d'Emmanuel Macron au questionnaire de Coordination Sud, reçue le 29 mars 2017 ; lettre à ONE, également reçue le 29 mars 2017 et réponse au questionnaire Pour une France solidaire dans le monde.